



Cahier Spécial des Charges

MAR20003-10015

Marché de Services relatif à la **Réalisation de campagnes de mobilisation, sensibilisation à l'entrepreneuriat d'étudiants et jeunes lauréats originaire d'Afrique subsaharienne, et sélection de porteurs d'idées**

Code Navision : MAR 2000311

Toute offre devra nous parvenir au plus tard le 29 Mai 2023 avant 17h00 (heure Rabat)

Table des matières

Table des matières.....	2
1. Généralités	6
1.1. Dérogations aux règles générales d'exécution	6
1.2. Pouvoir adjudicateur.....	6
1.3. Cadre institutionnel d'Enabel.....	6
1.4. Règles régissant le marché.....	7
1.5. Définitions	7
1.6. Confidentialité.....	9
1.6.1. Traitement des données à caractère personnel	9
1.6.2. Confidentialité.....	9
1.7. Obligations déontologiques	9
1.8. Droit applicable et tribunaux compétents	10
2. Objet et portée du marché	11
2.1. Nature du marché	11
2.2. Objet du marché	11
2.3. Lots	11
Le présent marché se compose d'un seul lot.....	11
2.4. Postes	11
Le marché comprend les phases suivantes :.....	11
Evaluation des besoins en formation et compétences des porteurs de projets avec prise en compte préalable de :	12
- Le niveau de maturité du projet	12
- La démarche entrepreneuriale	12
- Le lieu de mise en œuvre du projet entrepreneurial.....	12
Les postes/phases seront groupés et forment un seul marché. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes/phases du même marché et le soumissionnaire est tenu de remettre un prix pour tous les postes/phases.....	13
2.5. Durée du marché.....	13
2.6. Variantes	13
2.7. Quantité	13
3. Procédure	13
3.1. Mode de passation.....	13
3.2. Publication.....	13
3.2.1. Publication officielle	13
3.2.2. Publication complémentaire	13

3.3.	Information	13
3.4.	Offre	14
3.4.1.	Données à mentionner dans l'offre	14
3.4.2.	Durée de validité de l'offre	14
3.4.3.	Détermination des prix	14
3.4.4.	Éléments inclus dans le prix	14
3.4.5.	Introduction des offres.....	15
3.4.6.	Modification ou retrait d'une offre déjà introduite.....	16
3.5.	Sélection des soumissionnaires	16
3.5.1.	Motifs d'exclusion	16
3.5.2.	Critères de sélection.....	16
	Evaluation des offres.....	18
3.5.3.	Aperçu de la procédure.....	18
3.6.	Critères d'attribution	19
3.7.	Cotation finale.....	20
3.7.1.	Attribution du marché.....	21
3.7.2.	Conclusion du contrat	21
4.	Dispositions contractuelles particulières.....	21
4.1.	Fonctionnaire dirigeant (art. 11).....	21
4.2.	Sous-traitants (art. 12 à 15)	22
4.3.	Confidentialité (art. 18).....	22
4.4.	Protection des données personnelles.....	23
4.4.1.	Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur.....	23
4.4.2.	Traitement des données personnelles par l'adjudicataire	23
4.5.	Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	23
4.6.	Cautionnement (art.25 à 33).....	23
4.7.	Conformité de l'exécution (art. 34).....	25
4.8.	Modifications du marché (art. 37 à 38/19).....	25
4.8.1.	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3).....	25
4.8.2.	Révision des prix (art. 38/7)	25
4.8.3.	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)	25
4.8.4.	Circonstances imprévisibles	26
4.9.	Réception technique préalable (art. 42)	26
4.10.	Modalités d'exécution (art. 146 es)	26
4.10.1.	Conflits d'intérêts (art. 145).....	26

4.10.2.	Délais et clauses (art. 147)	26
4.10.3.	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)	26
4.10.4.	Égalité des genres	27
4.10.5.	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels.....	27
4.11.	Vérification des services (art. 150).....	27
4.12.	Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153)	27
4.13.	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 154-155).....	27
4.13.1.	Défaut d'exécution (art. 44).....	28
4.13.2.	Amendes pour retard (art. 46 et 154).....	28
4.13.3.	Mesures d'office (art. 47 et 155).....	28
4.14.	Fin du marché.....	29
4.14.1.	Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156)	29
4.14.2.	Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)	29
4.14.3.	Litiges (art. 73).....	30
5.	Termes de référence	31
5.1.	Contexte global	31
5.2.	Contexte spécifique de la mission.....	31
5.3.	Objectifs de la mission	32
5.4.	Activités et livrables attendus et précisions des attentes par rapport à la réalisation du livrable ³²	
	Précisions sur les canaux de communications et leur utilisation avant et pendant les évènements.....	37
	Canaux de Communication	37
	(ATTENTION : Liste non exhaustive).....	37
	Communication institutionnelle :.....	37
	Communication digitale :	37
	Communication de proximité.....	37
	Médias classiques :.....	37
	Supports de communication (cf livrables plus haut).....	37
	Langue ³⁷	
5.5.	Durée prévisionnelle et Chronogramme attendu de réalisation.....	39
6.	Formulaires.....	41
6.1.	Fiche d'identification.....	41
6.1.1.	Personne physique.....	41
6.1.2.	Entité de droit privé/public ayant une forme juridique.....	42
6.2.	Formulaire d'offre – Prix	43

6.3.	Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires	46
6.4.	Déclaration sur l'honneur (article 67. § 1 ^{er} de la loi du 17 juin 2016)	48
6.5.	Fiche signalétique financière	50
6.6.	Récapitulatif des documents à remettre	52

1. Généralités

1.1. Dérogations aux règles générales d'exécution

Le chapitre 4, Conditions contractuelles et administratives particulières du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé aux articles 26 et 27 (cautionnement) des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013).

1.2. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel-Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Monsieur Amine BAKKALI, Intervention Manager LINK UP AFRIKA.

1.3. Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- la loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- la Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Agence Belge de développement » sous la forme d'une société de droit public² ;
- la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de l'agence Belge de développement et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017 ;
- le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel : citons, à titre de principaux exemples :

- sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003³, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

³ M.B. du 18 novembre 2008.

Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

- sur le plan du respect des droits humains: la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail⁴ consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.

1.4. Règles régissant le marché

- Sont e.a. d'application au présent marché public :
- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁵ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁶
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁷ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics⁸ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics ;
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be, le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

1.5. Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

⁴ <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>.

⁵ M.B. 14 juillet 2016.

⁶ M.B. du 21 juin 2013.

⁷ M.B. 9 mai 2017.

⁸ M.B. 27 juin 2017.

Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;

L'adjudicataire / le prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par l'intervention Manager de l'intervention LINK UP AFRICA mise en œuvre par Enabel Maroc ;

L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Spécification technique: une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Le litige : l'action en justice ;

BAFO : Best And Final Offer ;

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché ;

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.6. Confidentialité

1.6.1. Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.6.2. Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'Enabel : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.7. Obligations déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité

d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

Toute offre sera rejetée ou tout contrat (marché public) annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou son exécution aura donné lieu au versement de « frais commerciaux extraordinaires ». Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.

Les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be> .

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

1.8. Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution. L'adjudicataire peut s'adresser à l'adresse email complaints@enabel.be cfr. <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes> .

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

2. Objet et portée du marché

2.1. Nature du marché

Le présent marché est un marché de services.

2.2. Objet du marché

Ce marché de services consiste en des prestations relatives à « **Réalisation de campagnes de mobilisation, sensibilisation à l'entrepreneuriat d'étudiants et jeunes lauréats originaire d'Afrique subsaharienne, et sélection de porteurs d'idées** », conformément aux conditions du présent CSC.

2.3. Lots

Le présent marché se compose d'un seul lot.

2.4. Postes

Le marché comprend les phases suivantes :

N° poste/Phase	Désignation
Phase 1 : Assurer la communication des événements du projet et promouvoir l'appel à candidature	
1	Réunion de cadrage
2	Elaboration et mise en œuvre d'une campagne d'information
3	Production et diffusion de matériels dans le cadre de la campagne d'information
4	PLV et supports physiques
5	Autres outils et supports
6	Analyse de la performance de la campagne de com
Phase 2 : Organiser des événements permettant la sensibilisation quant à l'esprit entrepreneurial	

7	<p>Organisation et réalisation d'évènements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cérémonie d'inauguration - Atelier de sensibilisation et de mobilisation
8	<p>Planification événementielle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Planification du déroulé des évènements - Budgétisation des évènements - Planification des besoins logistiques (transport des équipes, réception, restauration)
9	<p>Organisation et déploiement de la journée sensibilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposition de programme - Evaluation des ateliers de sensibilisation - Mobilisation d'un intervenant pour animer la partie sensibilisation à l'entrepreneuriat - Gestion du parcours des candidats porteurs de projet
<p>Phase 3 : Sélectionner et Identifier des jeunes pousses et/ou des potentiels porteurs de projets économiquement viables et innovants</p>	
10	<p>Mise en place du processus de Candidature et de sélection</p>
11	<p>Élaboration d'une grille d'évaluation pour le jury de sélection</p>
12	<p>Gestion des dates limites pour le dépôt des candidatures lors de chaque atelier et Réception et transmission des candidatures + Constitution du Jury (lead + partenaire préincub + acteurs sectoriels)</p>
13	<p>Revue et évaluation des candidatures (fiches de projet) qui seront reçues</p>
<p>Phase 4 : Recenser les différents besoins en formation(s) et en accompagnement des porteurs de projets sélectionnés</p>	
14	<p>Evaluation des besoins en formation et compétences des porteurs de projets avec prise en compte préalable de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le niveau de maturité du projet - La démarche entrepreneuriale - Le lieu de mise en œuvre du projet entrepreneurial

Les postes/phases seront groupés et forment un seul marché. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes/phases du même marché et le soumissionnaire est tenu de remettre un prix pour tous les postes/phases.

2.5. Durée du marché

Le marché démarrera le jour convenu lors de la réunion de démarrage.

La durée d'exécution du marché est de 12 mois.

La mission débutera au plus tôt au mois de juin 2023.

Un calendrier détaillé mais indicatif est repris dans la partie « Termes de référence ».

2.6. Variantes

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre. Les variantes sont interdites.

2.7. Quantité

Les quantités (jours de travail) sont fixes, et sont reprises dans les TDR et le formulaire d'offre de prix.

3. Procédure

3.1. Mode de passation

Procédure négociée avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 1° de la loi du 17 juin 2016.

3.2. Publication

3.2.1. Publication officielle

Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin des Adjudications.

3.2.2. Publication complémentaire

Le présent marché fait l'objet d'une sur le site www.tanmia.ma.

3.3. Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par Mme Afaf CHOUAIB, Acheteuse Public. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent CSC.

Jusqu'à 5 jours avant la date limite de réception des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées exclusivement par écrit à Afaf CHOUAIB (Afaf.chouaib@enabel.be), il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception.

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

3.4. Offre

3.4.1. Données à mentionner dans l'offre

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisé et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.4.2. Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leurs offres pendant un délai de 120 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

En cas de dépassement du délai visé ci-dessus, la validité de l'offre sera traitée lors des négociations.

3.4.3. Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en Dirhams marocains ou en euro.

Tous les prix de l'offre doivent être exprimés dans une seule monnaie, soit en dirhams, soit en EUROS.

Les soumissionnaires marocains ainsi que les soumissionnaires non marocains mais présents au Maroc doivent remettre prix en dirhams.

La comparaison des offres se fera en EUROS. Les prix remis en dirhams marocains seront donc convertis en EUROS selon le taux de change moyen MAD-EUR défini par la Bank Al Maghrib et en vigueur le jour de la date limite de réception des offres.

Si toutes les offres sont en dirhams la comparaison se fera en dirhams.

Le présent marché est un marché à prix global, ce qui signifie que le prix global est forfaitaire et couvre l'ensemble des prestations du marché ou chacun des postes de l'inventaire.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

3.4.4. Eléments inclus dans le prix

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur

ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix :

- Les honoraires et per diem (non inclus les frais d'hébergement visés plus bas) ;
- la gestion administrative et le secrétariat ;
- le déplacement, le transport (en dehors du déplacement et du transport visé plus bas) et l'assurance ;
- la documentation relative aux services, y compris les autorisations de tournage nécessaires et à obtenir auprès des autorités compétentes,
- la fourniture de documents ou de pièces liés à l'exécution;
- la formation nécessaire à l'usage ;
- le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail
- les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés ;
- les taxes et impôts d'application au Maroc y compris les retenues à la source à l'exception de la TVA.

Mais également les frais de communication (internet compris), tous les coûts et frais de personnel ou de matériel nécessaires à l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires à l'exécution du marché.

Les frais suivants ne doivent pas être inclus dans les prix unitaires de l'offre :

Pour ce marché, les frais suivants seront remboursés sur base de pièces justificatives :

- Transports au Maroc en dehors du lieu de résidence des experts affectés à l'exécution du marché dans le cadre de la réalisation des prestations relatives au présent marché ;
- Hébergement en dehors du lieu de résidence des experts affectés à l'exécution du marché.

Pour les frais remboursables sur base de pièces justificatives, l'accord de Enabel avant l'engagement est toujours nécessaire. A défaut d'accord préalable de Enabel, la dépense ne pourra pas être remboursée même sur base de pièces justificatives.

3.4.5. Introduction des offres

Le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre pour ce marché.

Le soumissionnaire introduit son offre en un seul document sous forme d'un **fichier PDF exclusivement** à l'adresse email suivante : afaf.chouaib@enabel.be . L'offre doit être transmise en un seul fichier PDF, et non morcelée en une multitude de fichiers.

L'offre transmise par email doit au minimum comporter une signature manuscrite scannée ou une signature électronique simple sur le formulaire d'offre. Le cas échéant, l'original des documents de l'offre sera exigé avant ou après l'attribution du marché.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait qu'il lui revient de transmettre une offre électronique exploitable, c'est-à-dire une offre en mesure d'être ouverte et lisible par le pouvoir adjudicateur. Seul le format PDF est autorisé et accepté. Si l'offre électronique était transmise sous un autre format que le PDF et/ou ne pouvait être exploitée, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de rejeter une telle offre pour irrégularité substantielle. Le dépôt de l'offre en mains propres ou par voie postale dans les bureaux de Enabel est interdit.

L'offre doit être reçue à l'adresse électronique citée ci-dessus **au plus tard le 29 Mai 2023 avant 17h00 (heure de Rabat)**. Un accusé de réception sera transmis au soumissionnaire.

Toutes les offres doivent être reçues avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Les offres transmises et/ou reçues après la date limite de réception des offres seront rejetées.

Attention : Après envoi de l'offre par email, le soumissionnaire devra s'assurer que son offre a bien été transmise à l'adresse email indiquée en contactant le numéro suivant : **07.62.84.05.45**

Il appartient au soumissionnaire de prendre toutes les dispositions utiles pour que son offre parvienne à l'adresse email indiquée dans les délais impartis. Une offre arrivée tardivement ne sera pas prise en considération. Il est donc vivement déconseillé au soumissionnaire de transmettre son offre au dernier moment.

3.4.6. Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut être communiqué via un moyen électronique contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

3.5. Sélection des soumissionnaires

3.5.1. Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges, dans la Déclaration sur l'honneur relative aux motifs d'exclusion, que le soumissionnaire doit signer et joindre à son offre.

Outre la déclaration sur l'honneur, le soumissionnaire joint également à son offre les documents suivants :

- 1- Un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) ;
- 2- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales (attestation CNSS) ;
- 3- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes (attestation fiscale) ;
- 4- Un document attestant que le soumissionnaire n'est pas en situation de faillite.

Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de six mois par rapport à la date ultime de dépôt des offres.

3.5.2. Critères de sélection

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable de mener à bien le présent marché public.

Critère 1 de capacité technique

Pour être sélectionné, l'entité soumissionnaire (structure) doit disposer des qualifications/références suivantes :

- Expérience dans l'organisation d'au moins 3 événements de promotion, sensibilisation à l'entrepreneuriat ou de mobilisation de porteur de projets à une échelle nationale ou régionale
- Expérience de 3 ans minimum dans la conception et mise en œuvre de campagne de communication événementielle
- Expérience d'au moins 3 ans dans la réalisation d'événements auprès d'un public étudiant

Document à remettre pour l'évaluation de ce critère :

Le soumissionnaire remet une liste des services similaires réalisés par la structure soumissionnaire au cours des 3 dernières années ainsi que les attestations de bonne exécution relatives aux services présentés.

Critère 2 de capacité technique :

Pour être sélectionné, le soumissionnaire doit proposer le personnel suivant :

- Un chef de projet chargé de la coordination de la mission, disposant des qualifications suivantes :
 - Expérience de minimum 5 ans dans la gestion de projet, l'entrepreneuriat ou le développement des affaires ;
 - Expérience de minimum 3 ans dans la gestion de partenariats et relations avec des partenaires institutionnels ;
 - Parfaite maîtrise du français à l'oral et à l'écrit.
- Un responsable communication disposant des qualifications suivantes :
 - Expérience de minimum 5 ans dans la communication des organisations, la communication digitale ou les relations publiques ;
 - Parfaite maîtrise du français, de l'arabe et de l'anglais à l'oral et à l'écrit.
- Un responsable événementiel disposant des qualifications suivantes :
 - Expérience de minimum 3 ans dans la logistique/événementiel ou la communication événementielle/relations publiques ;
 - Parfaite maîtrise du français et de l'arabe à l'oral et à l'écrit.
- Deux facilitateurs/coachs disposant des qualifications suivantes :
 - Expérience de minimum 3 ans dans l'entrepreneuriat ou le montage de projet ;
 - Expérience de minimum 2 ans dans l'accompagnement de porteurs de projets à formaliser leurs idées ;
 - Parfaite maîtrise du français à l'oral et à l'écrit.

Documents à remettre pour l'évaluation de ce critère :

- Le CV des personnes proposées. Les personnes proposées sont celles qui seront affectées à l'exécution du présent marché ;
- Une attestation de l'entité soumissionnaire présentant toutes les expériences de travail qu'il a eues avec les experts qu'il propose dans son offre.

Le soumissionnaire ne peut pas proposer plusieurs personnes pour un même profil, à l'exception du profil de facilitateur/coach pour lequel deux personnes sont exigées. Les profils supplémentaires proposés ne seront pas pris en considération pour l'évaluation. Le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de rejeter une offre proposant plus de 5 personnes.

Les personnes proposées dans l'offre du soumissionnaire sont celles qui seront affectées à l'exécution du marché. Le soumissionnaire doit donc assurer la disponibilité de ces personnes pour l'exécution du marché.

Un soumissionnaire peut, le cas échéant, s'associer à une autre entité et faire valoir les capacités de cette autre entité, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et cette entité. Les règles suivantes sont alors d'application :

• Si un soumissionnaire souhaite recourir aux capacités d'une autre entité, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de cette entité à cet effet (par exemple, l'accord de groupement faisant apparaître le nom du chef de file) ;

• Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si l'entité à la capacité de laquelle le soumissionnaire entend avoir recours remplit les critères de sélection concernés ;

• En ce qui concerne les critères ayant égard à l'expérience, le soumissionnaire ne peut toutefois avoir recours aux capacités d'une autre entité que lorsque cette dernière exécutera véritablement les services pour lesquels ces capacités sont requises ;

• Si le soumissionnaire est un groupement de plusieurs entités, chaque entité doit produire les documents exigés au point 3.5.1. *Motifs d'exclusion*.

Evaluation des offres

3.5.3. Aperçu de la procédure

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires sélectionnés seront examinées sur le plan de la régularité formelle. Les offres irrégulières seront rejetées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

Dans une seconde phase, les offres régulières seront examinées par une commission d'évaluation. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés dans le présent cahier spécial des charges et a pour but de composer une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées.

Le pouvoir adjudicateur limitera le nombre d'offres à négocier à **3 offres au maximum**.

Ensuite vient la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présenté, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas l'offre initiale vaut comme offre définitive.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO (meilleure offre définitive). Après la clôture des négociations, les BAFO seront confrontées aux critères d'exclusion, aux critères de sélection ainsi qu'aux critères d'attribution. Le soumissionnaire dont la BAFO présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-après) sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

3.6. Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira la BAFO régulière qu'il juge la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

Critère d'attribution 1 : Méthodologie proposée pour la réalisation des prestations (40 points) selon les sous-critère suivants :

- L'illustration de la compréhension des résultats ciblés par ce marché (10 pts)
- La méthodologie de travail proposée pour chacune des phases de la mission en fonction des besoins identifiés (10 pts)
- Approche proposée pour l'articulation des différentes phases de la mission (5 pts)
- Calendrier d'exécution proposé (10 pts)
- Répartition des tâches entre les différents experts affectés à la mission (5 pts)

Documents à remettre pour l'évaluation de ce critère :

Le soumissionnaire doit fournir une note méthodologique détaillée de maximum 10 pages incluant les éléments relatifs aux sous-critères cités ci-dessus.

Critère d'attribution 2 : Expérience de l'équipe d'experts affectée à l'exécution du marché (25 points) selon les sous-critères suivants :

- Chef de projet (8,5 pts)
 - Expérience en ingénierie pédagogique et de formation (module, scénarii de formation etc.) (2pts)
 - Expérience en andragogie (formation pour adultes) et en techniques d'animation d'ateliers (1,5)
 - Expérience dans la modération de panel et conférences (3 pts)
 - Expérience avec les communautés et associations étudiantes originaires d'Afrique Subsaharienne (2 pts)
- Responsable communication (5 pts)
 - Expérience en développement et l'animation d'un réseau relationnel dans l'environnement presse / média (3 pts)

- Expérience avec les communautés et associations étudiantes originaires d'Afrique Subsaharienne (2 pts)
- Responsable évènementiel (5 pts)
 - Expérience en développement et l'animation d'un réseau relationnel dans l'environnement presse / média (3 pts)
 - Expérience avec les communautés et associations étudiantes originaires d'Afrique Subsaharienne (2 pts)
- Deux facilitateurs/coachs (6,5 pts)
 - Expérience en ingénierie pédagogique et de formation (module, scénarii de formation etc.) (2 pts)
 - Expérience en andragogie (formation pour adultes) et en techniques d'animation d'ateliers (1,5)
 - Expérience dans la modération de panel et conférences (3 pts)

Documents à remettre pour l'évaluation de ce critère :

- CV des experts affectés à l'exécution du marché ;
- Pour chaque expert, une liste des services exécutés en rapport avec les expériences visées ci-dessus. Le cas échéant, Enabel se réserve la possibilité d'exiger les attestations de bonne exécution relatives aux services repris dans cette liste.

Les personnes proposées dans l'offre du soumissionnaire sont celles qui seront affectées à l'exécution du marché. Le soumissionnaire doit donc assurer la disponibilité de ces personnes pour l'exécution du marché.

Critère d'attribution 3 : Le prix (35 points)

Le classement des offres financières sera fait selon la formule suivante :

- $N_f = (M_n/M) \times 35$ dans laquelle :
- M_n = Montant total de l'offre financière la moins disante
- M = Montant total de l'offre financière considérée,
- N_f = Note financière
- Chaque offre sera évaluée selon la formule : $N = N_t + N_f$.

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées.

3.7. Cotation finale

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur corresponde à la réalité.

3.7.1. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière présentant le meilleur rapport *Qualité/ Prix*.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la Loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

3.7.2. Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par courrier électronique.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- La BAFO approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- Le courrier électronique portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4. Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Les dérogations sont mentionnées au point 1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution.

4.1. Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. NABIL NAJIB , Intervention Officer Entrepreneurial, courriel : nabil.najib@enabel.be.

Le fonctionnaire dirigeant est la personne chargée de la direction et du contrôle de l'exécution du marché. Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à signer les avenants ou à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

4.2. Sous-traitants (art. 12 à 15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers. L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire de services s'engage à faire exécuter le marché par les personnes indiquées dans l'offre, sauf cas de force majeure. Les personnes mentionnées ou leurs remplaçants sont tous censés participer effectivement à la réalisation du marché. Les remplaçants doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur.

4.3. Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par tout autre personne intervenante, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmises à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenantes directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de

tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;

- à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur.

4.4. Protection des données personnelles

4.4.1. Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

4.4.2. Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

4.5. Droits intellectuels (art. 19 à 23)

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

4.6. Cautionnement (art.25 à 33)

Si le montant du présent marché est inférieur à 50.000 € htva, aucun cautionnement ne sera requis.

En revanche, si le montant du marché est supérieur à 50.000 € htva, le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du lot. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un autre pays que la Belgique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail info.cdcdck@minfin.fed.be

2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son

affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

4.7. Conformité de l'exécution (art. 34)

Les prestations doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, elles répondent en tous points aux règles de l'art.

4.8. Modifications du marché (art. 37 à 38/19)

4.8.1. Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures et services déjà exécutées déjà faites, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement. Les prestations exécutées par l'adjudicataire initial feront l'objet d'un PV de réception.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

4.8.2. Révision des prix (art. 38/7)

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

4.8.3. Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées

et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
- la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur influence sur le déroulement et le coût du marché.

4.8.4. Circonstances imprévisibles

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

4.9. Réception technique préalable (art. 42)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à n'importe quel moment de la prestation de demander au prestataire de services un rapport d'activité (réunions tenues, personnes rencontrées, résumé des résultats, problèmes rencontrés et problèmes non résolus, déviation par rapport au planning et déviations par rapport aux TdR...).

4.10. Modalités d'exécution (art. 146 es)

4.10.1. Conflits d'intérêts (art. 145)

Toute constatation par le pouvoir adjudicateur d'une infraction aux prescriptions prises en vertu de l'article 6 de la loi peut entraîner la nullité du marché.

4.10.2. Délais et clauses (art. 147)

Les services doivent être exécutés dans un délai de 12 mois. Le délai d'exécution démarrera le lendemain ouvrable de la réunion de cadrage.

4.10.3. Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)

Le marché sera exécuté dans les régions suivantes : Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Fès-Meknès et au domicile/bureau du prestataire. D'autres régions que celles mentionnées seront concernées et communiquées au démarrage des prestations.

4.10.4. Égalité des genres

Conformément à l'article 3, 3° de la loi du 12 janvier 2007 "Gender Mainstreaming" les marchés publics doivent tenir compte des différences éventuelles entre femmes et hommes (la dimension de genre). L'adjudicataire doit donc analyser en fonction du domaine concerné par le marché, s'il existe des différences entre femmes et hommes. Dans le cadre de l'exécution du marché, il doit par conséquent tenir compte des différences constatées.

La communication devra lutter contre les stéréotypes sexistes en termes de message, d'image et de langue, et tenir compte des différences de situation entre les femmes et les hommes du public cible.

4.10.5. Tolérance zéro exploitation et abus sexuels

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

4.11. Vérification des services (art. 150)

Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un message e-mail, qui sera confirmé par la suite au moyen d'une lettre recommandée. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.

Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par envoi recommandé ou envoi électronique assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

4.12. Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153)

Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.

Les services qui ne satisfont pas aux clauses et conditions du marché ou qui ne sont pas exécutés conformément aux règles de l'art sont recommencés par le prestataire à ses propres frais, risques et périls.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

4.13. Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 154-155)

Le défaut du prestataire de services ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au prestataire de services d'offrir, directement ou

indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au prestataire de services une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.13.1. Défaut d'exécution (art. 44)

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155.

4.13.2. Amendes pour retard (art. 46 et 154)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

4.13.3. Mesures d'office (art. 47 et 155)

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir

adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.14. Fin du marché

4.14.1. Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156)

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant.

Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services. Ce délai prend cours pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la liste des services prestés ou de la facture. A l'expiration du délai de trente jours qui suivent le jour fixé pour l'achèvement de la totalité des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception ou de refus de réception du marché.

Lorsque les services sont terminés avant ou après cette date, il appartient au prestataire de services d'en donner connaissance par lettre recommandée au fonctionnaire dirigeant et de demander, par la même occasion, de procéder à la réception. Dans les trente jours qui suivent le jour de la réception de la demande du prestataire de services, il est dressé selon le cas un procès-verbal de réception ou de refus de réception.

La réception visée ci-avant est définitive.

Dans le cadre du présent marché, il est prévu une réception au terme de chaque phase, à la validation des livrables y afférents.

4.14.2. Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)

L'adjudicataire envoie les factures par e-mail aux adresses suivantes :

fatimazahra.elkhotri@enabel.be et nabil.najib@enabel.be

Seuls les services exécutés de manière correcte pourront être facturés.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de la fin de la vérification et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession des factures régulièrement établies et des livrables validés.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en euro ou en dirhams suivant la monnaie dans laquelle l'adjudicataire a remis offre.

Le pouvoir adjudicateur effectuera les virements bancaires à partir d'un compte bancaire européen ou d'un compte bancaire marocain.

Le cas échéant, les frais de transfert bancaire seront à la charge de l'adjudicataire.

Le présent marché est exonéré de la TVA conformément à l'article 92, paragraphe (23) du code général des impôts du Maroc.

Afin que Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA dans les plus brefs délais, deux exemplaires originaux de la facture proforma en TTC seront transmis dès la notification de la conclusion du marché.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué après réception provisoire partielle et définitive des prestations.

Des tranches de paiement pourront être convenues d'un commun accord entre Enabel et le prestataire de services après la conclusion du marché.

4.14.3. Litiges (art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra également être envoyée à l'adresse suivante :

Agence Belge de développement s.a.

Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)

À l'attention de Mme Inge Janssens

rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

5. Termes de référence

Réalisation de campagnes de mobilisation, sensibilisation à l'entrepreneuriat d'étudiants et jeunes lauréats originaire d'Afrique subsaharienne, et sélection de porteurs d'idées

5.1. Contexte global

Le projet « Link Up Africa » appuie l'approfondissement du partenariat Maroc-UE qui s'inscrit dans le cadre de la politique européenne de voisinage et la Déclaration conjointe UE-Maroc du 27 juin 2019. Elle vient en complémentarité des orientations de la Nouvelle alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables dans leurs pays d'origine de jeunes originaires d'Afrique subsaharienne qui ont étudié au Maroc.

L'action a pour objectif général de renforcer la coopération technique, les liens académiques et économiques entre le Maroc et d'autres pays d'Afrique avec un accent mis sur le développement des opportunités économiques pour les jeunes.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- OS.1 : Renforcer les capacités de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale pour la mise en œuvre de ses objectifs de coopération académique et technique
- OS.2 : Renforcer les opportunités d'emploi et les liens économiques pour les lauréats titulaires d'un diplôme marocain, originaires d'Afrique subsaharienne (boursiers de l'AMCI ou non)

5.2. Contexte spécifique de la mission

La présente mission s'inscrit dans le cadre de l'objectif spécifique 2 :

- Renforcer les opportunités d'emploi et les liens économiques pour les lauréats titulaires d'un diplôme marocain, originaires d'Afrique subsaharienne (boursiers de l'AMCI ou non)

Un des résultats permettant l'atteinte de cet objectif est mettre en place un mécanisme d'information, de sensibilisation, de sélection et de référencement des étudiants et jeunes diplômés porteurs d'initiatives économiques viables, avant de les intégrer dans un dispositif d'accompagnement/préincubation.

Le projet vise donc à mobiliser les étudiants et jeunes diplômés originaires d'Afrique subsaharienne au Maroc ayant une idée, un projet ou une activité entrepreneuriale via une campagne nationale d'information et de sensibilisation, supervisée par ENABEL et l'AMCI, qui permettra d'identifier, de mobiliser puis de sélectionner les porteurs/euses de projet entrepreneuriale parmi cette population cible.

L'organisation de ces campagnes et événements devra se faire en mobilisant toutes les parties prenantes, notamment publiques, qui devront préalablement être identifiées, impliquées dans l'écosystème entrepreneurial étudiant et dans l'intégration des diasporas africaines au Maroc (ANAPEC, Universités, Associations d'étudiants originaires d'Afrique subsaharienne, CRI, incubateurs etc...).

Des prestataires chargés de la communication (médias sociaux, newsletter des universités, presse, chaînes nationales et autre) doivent également prendre part à cette phase-clé, pour

contribuer à la médiatisation de ces évènements à grande échelle et pour contribuer à l'attraction d'un grand nombre d'intéressés.

5.3. Objectifs de la mission

L'objectif général du présent marché public est la réalisation d'une campagne d'information, de mobilisation et d'initiation à l'entrepreneuriat, à destination des porteurs de projet issus de la population étudiante et de jeunes diplômés originaires d'Afrique Subsaharienne au Maroc. Cette campagne, composée d'un évènement d'inauguration, puis de journée d'ateliers de sensibilisation aura lieu dans différentes villes du Maroc et devra mobiliser au minimum 1500 étudiants originaires d'Afrique subsaharienne.

Une fois cette campagne réalisée, un processus de sélection devra être mis en place permettant d'intégrer 150 porteurs de projets dans un dispositif de préincubation mis en œuvre par un partenaire déjà associé au projet.

5.4. Activités et livrables attendus et précisions des attentes par rapport à la réalisation du livrable

ACTIVITES ATTENDUES :

Phase 1 : Assurer la communication des évènements du projet et promouvoir l'appel à candidature

- Le prestataire en charge de la mission sera en charge, dans un premier temps de l'élaboration et de la réalisation de la campagne de communication et de promotion de l'ensemble des évènements à organiser (Cérémonie inaugurale + Atelier de sensibilisation), et de l'appel à candidatures aux porteurs de projets.
- La conception de cette campagne de communication prendra la forme d'un plan de communication qui détaillera les objectifs à atteindre (en termes de cibles à toucher), les résultats escomptés, les canaux utilisés, les supports à créer, les ressources à affecter, le tout selon une chronologie définie et pertinente.
- La mise en œuvre de cette campagne de communication devra respecter ce plan selon la chronologie indiquée.
- Une brève analyse des performances de la campagne de communication sera exigée permettant d'identifier le degré de succès et le rôle de la communication dans la mobilisation de la population cible.

Phase 2 : Organiser des événements permettant la sensibilisation quant à l'esprit entrepreneurial

- 2 types d'évènements sont à organiser :
 - Une cérémonie d'inauguration de la campagne, à Rabat, mais qui permettra de manière plus large de lancer le dispositif d'accompagner et de donner de la visibilité à l'ensemble du projet

- La programmation et l'organisation de cette cérémonie fera l'objet d'une proposition par le prestataire, mais sera supervisée par Enabel et L'AMCI.
- 12 ateliers / panels d'une journée, de sensibilisation et d'inspiration sur l'entrepreneuriat, avec pour objectif de rassembler 125 participants par atelier. Ces panels / participants auront lieu dans des régions différentes (Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Fès-Meknès et d'autres régions qui seront communiquées au démarrage des prestations). Ces ateliers devront se dérouler au sein des universités ou des instituts de formation professionnelle. Il n'est donc pas prévu à ce stade de louer des lieux pour accueillir les événements.
- La programmation de ces ateliers fera l'objet d'une proposition par le prestataire. Toutefois, il faudra prévoir :
 - 1 atelier de sensibilisation (interactive) sur l'entrepreneuriat (2h)
 - 1 panel / intervention : Success story entrepreneur de la diaspora (présentiel ou en webinaire) (2h)
 - 1 session de Q&A destinée aux participants qui ont déjà candidaté ou veulent candidater à l'appel à projet pour le programme de préincubation.
- Les ateliers seront par ailleurs un espace où les candidats à l'appel à projet entrepreneurial pourront éclaircir toute question concernant le dépôt de leur candidature. A cet égard, la présence de 2 coachs/facilitateur sera nécessaire. (1/2 journée)

Phase 3 : Sélectionner et Identifier des jeunes pousses et/ou des potentiels porteurs de projets économiquement viables et innovants

Le prestataire aura la charge de structurer le processus de réception, suivi et sélection des candidatures.

- Il devra dans un premier temps proposer un canevas, de type fiche de projet, de formulaire de candidature destiné au porteur de projet. Ce canevas sera à compléter soit via un formulaire en ligne, soit en format papier, et mis à disposition des porteurs de projet lors de événements.
- Parallèlement au formulaire, une grille d'évaluation des candidatures devra être élaborée, en coordination avec Enabel et son partenaire de préincubation.
- Le prestataire devra aussi proposer « un parcours du candidat », qui déterminera la durée maximale entre la première inscription pour candidater et le dernier délai pour déposer sa candidature après chaque atelier, et qui désignera aussi les interlocuteurs des candidats en cas de question pendant la période de candidature.

Le prestataire aura par ailleurs la charge d'organiser l'ensemble du processus de sélection, après chaque atelier.

- Ce process devra inclure l'évaluation effective des formulaires de chaque candidat, la mobilisation d'un Jury où seront systématique invitées à participer les équipes d'ENABEL, de l'AMCI et le partenaire de préincubation.
- La sélection des candidats s'effectuera graduellement à mesure de l'organisation des ateliers dans les différentes villes marocaines. Ainsi la constitution de la cohorte de porteurs de projets se fera de manière progressive.
- Le reporting et la rédaction de procès-verbaux après chaque phase de sélection et donc la constitution progressive de la liste des porteurs de projet sélectionnés.

Phase 4 : Recenser les différents besoins en formation(s) et en accompagnement des porteurs de projets sélectionnés.

Un questionnaire permettant d'évaluer le besoin en formation et en accompagnement de chaque porteur de projet sélectionné devra être élaboré. Ce questionnaire devra au préalable permettre d'établir un état des lieux des connaissances et compétences des porteurs de projets sélectionnés.

Il devra additionnellement prendre en compte :

- Le niveau de maturité du projet (idéation, pré-crédation, entreprise déjà créée, entreprise déjà en activité)
- La démarche entrepreneuriale (individuelle, collective, vocation sociale ou environnementale le cas échéant)
- Le lieu de mise en œuvre du projet entrepreneurial (Maroc, Afrique subsaharienne)

RECAPITULATIFS DES ACTIVITES PAR PHASE, LIVRABLES ET RÔLES ET RESPONSABILITES :

Activités	Produits/Livrables	Entité responsable	Parties prenantes	J/H
<i>Phase 1 : Assurer la communication des évènements du projet et promouvoir l'appel à candidature</i>				
Réunion de cadrage	Note méthodologique d'intervention affinée – Timeline du séquençage de chacune des phases et workflow avec répartition des rôles et responsabilités pour chaque activité et chaque phase.	Enabel - Prestataire	AMCI	3
Elaboration et mise en œuvre d'une campagne d'information	Plan de communication multicanale	Prestataire	ENABEL – AMCI	4
Production et diffusion de matériels dans le cadre de la campagne de d'information	- Formulation de textes et contenus multimédias pour publication sur les sites internet/page R.S des institutions impliquées dans la campagne d'information. 4 par mois pendant 10 mois	Prestataire	ENABEL – AMCI – Presse – Universités – OFPPT – écoles privées – universités privées – Représentations diplomatiques	5
	<u>PLV et supports physiques :</u> - Conception et Impression de 2000 dépliant expliquant le process de candidature. (A4, 3X3 facettes. PLIAGE PORTE-FEUILLE) - Conception visuelle et impression sur 2 oriflammes (beach flag – 300x70) - Conception d'1 affiche modifiable (date/lieu) pour web. -- Impression de 450 Affiches en A3 à répartir proportionnellement par ville (100 Casa, 100 Rabat, 250 pour les autres villes)			FORFAIT
	<u>Autres outils et supports :</u> - Conception d'1 script et réalisation d'1 Spot pour diffusion radios (45sec). - 2 Textes pour parution dans la presse électronique (1 texte sensibilisation entrepreneuriat + 1 texte appel à candidature) - Conception du modèle d'invitations et remerciements respectivement à l'ouverture et à la clôture de l'évènement Envoi des invitations et remerciements			3,5

		Enabel		
Analyse de la performance de la campagne de com	Note succincte recueillant la performance de la campagne sur la base d'indicateurs préalablement fixés.	Prestataire	Contrôle : Enabel	0,5

Précisions sur les canaux de communications et leur utilisation avant et pendant les événements

<p>Canaux de Communication</p> <p>(ATTENTION : Liste non exhaustive)</p>	<p>Communication institutionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> Avec l'appui des leads du projet (ENABEL, AMCI), le prestataire assurera la conception et la diffusion des supports de communication à travers les réseaux des universités et des centres de formation professionnelle marocains. Mobilisation des incubateurs (marocains voire africains), des universités (et leurs annexes ou lieux affiliés) pour accueillir de préférence les événements. Implication éventuelle des banques et organismes de financement marocains (GPBM, TAMWILCOM, MarocPME etc) Implication de représentations diplomatiques des pays dont sont issus les étudiants originaires d'Afrique subsaharienne.
	<p>Communication digitale :</p> <ul style="list-style-type: none"> Utilisation des réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram etc. Mobilisation potentielle de « role model » en lien avec la thématique pour promouvoir le projet et les événements.
	<p>Communication de proximité</p> <ul style="list-style-type: none"> Identification des porteurs de projets à travers l'implication des associations des diasporas étudiantes africaines au Maroc ; Identification des bénéficiaires à sensibiliser et des porteurs de projets parmi les étudiants et jeunes diplômés originaires d'Afrique subsaharienne au Maroc (associations des étudiants, réseau universitaire, Alumni AMCI...); Affichage dans les établissements universitaires et de formation professionnelle, ainsi que dans toute manifestation étudiante pertinente.
	<p>Médias classiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Prise de contact préalable et invitation des médias nationaux (radios, TV, presse électronique aux événements). Avec l'accord préalable de l'équipe du projet, le prestataire sera en charge de préparer les communiqués de presse, de prendre contact, le cas échéant, avec les éventuels médias radio télévisés et coordonner la participation de l'équipe projet aux émissions identifiées ;
<p>Supports de communication livrables plus haut)</p>	<ul style="list-style-type: none"> En étroite collaboration avec l'équipe du projet, le prestataire assurera la conception, l'édition et la distribution des supports de communication basés sur la charte graphique de l'évènement et du projet (Présentations – PLV – Flyers – Visuels web – Vidéos) Elaboration d'invitations pour les moments phares (ouverture, cérémonie de sélection, etc.) et de campagnes de mailing (type newsflash)
<p>Langue</p>	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise parfaite de la langue française et de l'arabe tant à l'oral qu'à l'écrit.

NB : Aucune communication ne pourra être effectuée sans validation préalable de chaque contenu, support et canal de communication par l'équipe d'ENABEL.

Phase 2 : Organiser des événements permettant la sensibilisation quant à l'esprit entrepreneurial

Activités	Produits/Livrables	Entité responsable	Parties prenantes	J/H
<p>Organisation et réalisation d'évènements</p>	<p>- 1 cérémonie d'ouverture / inauguration (Rabat)</p>	<p>Prestataire</p>	<p>Universités- OFPPT - Centres de carrières – écoles privés</p>	<p>5</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Cérémonie d'inauguration - Atelier de sensibilisation et de mobilisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - 12 Ateliers/panels de sensibilisation pour 125 participants par atelier dans 10 villes du Maroc, choisies selon la concentration d'étudiants originaires d'Afrique subsaharienne 		Contrôle : ENABEL, AMCI.	81
Planification évènementielle <ul style="list-style-type: none"> - Planification du déroulé des évènements - Budgétisation des évènements - Planification des besoins logistiques (transport des équipes, réception, restauration) 	Plan de contingence ou évènementiel avec déroulés : <ul style="list-style-type: none"> - 1 plan générique (besoins en logistiques, hote d'accueil ; restauration, café, etc) pour le déroulement des ateliers, - 1 plan spécifique pour la cérémonie d'inauguration (proposition de lieu, programme, thématiques potentielles, liste de présence invités etc...) Une liste de présence participants	Prestataire et Enabel	Contrôle : ENABEL, AMCI (RP, protocole)	2 2
Organisation et déploiement de la journée sensibilisation <ul style="list-style-type: none"> - Proposition de programme - Evaluation des ateliers de sensibilisation - Mobilisation d'un intervenant pour animer la partie sensibilisation à l'entrepreneuriat - Gestion du parcours des candidats porteurs de projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un programme détaillé de la journée de sensibilisation, des différentes interventions / atelier, avec déclinaison des objectifs pédagogiques (le cas échéant) - Un formulaire d'enquête de satisfaction à chaud de la journée - Rapport détaillé des ateliers d'inspiration, des webinaires organisés (Contenu dispensés lors des sessions, taux de participation, ...) ; - Liste des intervenants mobilisés et CV - Une feuille de route détaillant le parcours du participant de sa candidature à sa sélection est à produire (durée d'ouverture de la candidature/inscription à l'atelier de sensibilisation/session de Q&A sur les modalités de candidatures à prévoir lors de chaque atelier/ Clôture des candidatures) 	Prestataire	Contrôle : Enabel	1,5 3 6 1
<u>Phase 3 : Sélectionner et Identifier des jeunes pousses et/ou des potentiels porteurs de projets économiquement viables et innovants</u>				
Activités	Produits/Livrables	Entité responsable	Parties prenantes	
Mise en place du processus de Candidature et de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de l'appel à manifestation ou à candidature - Elaboration du canevas de candidature (fiche projet) pour les porteurs de projets. - Feuille de route sur le processus de candidature sélection des porteurs de projets 	Prestataire	Contrôle Enabel	1 3 0,5

	- Envoi d'un état journalier des inscrits à l'appel à candidature pendant la phase d'inscription			4
- Élaboration d'une grille d'évaluation pour le jury de sélection	- Grille d'évaluation de présélection et de sélection des propositions de projets	Prestataire	Contrôle : partenaire - Enabel	1,5
- Gestion des dates limite pour le dépôt des candidatures lors de chaque atelier et Réception et transmission des candidatures	Dashboard attaché à l'état journalier des inscrits permettant de suivre l'état d'avancement de chaque candidature.	Prestataire	Contrôle : Enabel	1
- Constitution du Jury (lead + partenaire préincub + acteurs sectoriels)	Liste de membres du jury	Prestataire	AMCI-partenaire préincub-Enabel	
- Revue et évaluation des candidatures (fiches de projet) qui seront reçues	Procès-verbal du processus de sélection et liste de porteurs de projets sélectionnés	Prestataire	AMCI- partenaire préincub - Enabel + tiers	6
<i>Phase 4 : Recenser les différents besoins en formation(s) et en accompagnement des porteurs de projets sélectionnés.</i>				
Activités	Produits/Livrables	Entité responsable	Parties prenantes	
Evaluation des besoins en formation et compétences des porteurs de projets avec prise en compte préalable de : - Le niveau de maturité du projet - La démarche entrepreneuriale - Le lieu de mise en œuvre du projet entrepreneurial	- Questionnaire (questions ouvertes et fermées) recensant les besoins en formation en coaching	Prestataire – partenaire préincub	Contrôle : ENABEL	3
	- Note analytique permettant de classer les porteurs de projet (maturité du projet, niveau de connaissance/compétence, lieu d'implantation du projet, secteurs d'activités)			1,5
	- Note analytique consolidant les besoins en formation (éventuellement par bloc pédagogique) et proposant des recommandations sur les formations généralistes et spécifiques à prioriser selon les besoins identifiés			1,5

5.5. Durée prévisionnelle et Chronogramme attendu de réalisation

Le délai global d'exécution de la mission de consultation est de cent trente-quatre jours et demi (140,5) jours, étalé sur une durée maximale de 12 mois, à compter du jour convenu lors de la réunion de démarrage. Le prestataire de service devra tenir compte du calendrier suivant (à adapter suite à la réunion de cadrage).

	Jun 23	Juillet 23	Aout 23	Sept 23	Oct 23	Nov 23	Dec 23	Jan 24	Fev 24	Mar 24	Avril 24	Mai 24
Planification												
Phase 1												
Phase 2												
Phase 3												
Phase 4												

6. Formulaires

6.1. Fiche d'identification

6.1.1. Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

I. DONNÉES PERSONNELLES			
NOM(S) DE FAMILLE ⁹			
PRÉNOM(S)			
DATE DE NAISSANCE			
JJ	MM AAAA		
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE		
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
CARTE D'IDENTITÉ	PASSEPORT	PERMIS DE CONDUIRE ¹⁰	AUTRE ¹¹
PAYS ÉMETTEUR			
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL ¹²			
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
RÉGION ¹³	PAYS		
TÉLÉPHONE PRIVÉ			
COURRIEL PRIVÉ			
II. DONNÉES COMMERCIALES			
Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.			
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE? OUI NON	NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant)		
	NUMÉRO DE TVA NUMÉRO D'ENREGISTREMENT LIEU DE L'ENREGISTREMENT VILLE PAYS		
DATE	SIGNATURE		

⁹ Comme indiqué sur le document officiel.

¹⁰ Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

¹¹ A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

¹² Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

¹³ Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

6.1.2. Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b>

NOM OFFICIEL¹⁴				
NOM COMMERCIAL (si différent)				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	A BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG¹⁵	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹⁶				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE		PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA	
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL				
CODE POSTAL	BOITE POSTALE		VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE			
COURRIEL				
DATE	CACHET			
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ				

¹⁴ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹⁵ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

¹⁶ Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

6.2. Formulaire d'offre – Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du CSC **MAR20003-10015** du présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public aux prix suivants exprimés en dirhams marocains ou euros et hors TVA :

N° poste	Désignation	Unité	Quantité forfaitaire	P.U en dhs ou €HT	Total en dhs ou €HT
1	Réunion de cadrage	Jour de travail	3		
2	Elaboration et mise en œuvre d'une campagne d'information	Jour de travail	4		
3	Production et diffusion de matériels dans le cadre de la campagne d'information	Jour de travail	5		
4	PLV et supports physiques (voir détails page 34 du présent CSC)	Forfait	Forfait		
5	Autres outils et supports (voir détails page 34 du présent CSC)	Jour de travail	3,5		
6	Analyse de la performance de la campagne de com	Jour de travail	0,5		
7	Organisation et réalisation d'évènements <ul style="list-style-type: none"> - Cérémonie d'inauguration - Atelier de sensibilisation et de mobilisation 	Jour de travail	86		
8	Planification événementielle <ul style="list-style-type: none"> - Planification du déroulé des évènements - Budgétisation des évènements - Planification des besoins logistiques (transport des équipes, réception, restauration) 	Jour de travail	4		

9	<p>Organisation et déploiement de la journée sensibilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposition de programme - Evaluation des ateliers de sensibilisation - Mobilisation d'un intervenant pour animer la partie sensibilisation à l'entrepreneuriat - Gestion du parcours des candidats porteurs de projet 	Jour de travail	11,5		
10	Mise en place du processus de Candidature et de sélection	Jour de travail	8,5		
11	Élaboration d'une grille d'évaluation pour le jury de sélection	Jour de travail	1,5		
12	Gestion des dates limites pour le dépôt des candidatures lors de chaque atelier et Réception et transmission des candidatures + Constitution du Jury (lead + partenaire préincub + acteurs sectoriels)	Jour de travail	1		
13	Revue et évaluation des candidatures (fiches de projet) qui seront reçues	Jour de travail	6		
14	<p>Evaluation des besoins en formation et compétences des porteurs de projets avec prise en compte préalable de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le niveau de maturité du projet - La démarche entrepreneuriale - Le lieu de mise en œuvre du projet entrepreneurial 	Jour de travail	6		
Total j/H					140,5
Total en dhs ou euros Hors TVA					
Taux et Montant TVA					
Total en dhs ou euros toutes Taxes Comprises					

Pourcentage TVA :%.

Fait à le

Signature manuscrite originale / nom de la personne habilitée à engager l'entité soumissionnaire :

.....

6.3. Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Concerne le soumissionnaire :

Domicile / Siège social :

Référence du marché public :

À l'attention de l'agence Belge de développement,

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de l'agence Belge de développement.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec l'agence Belge de développement (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le Cahier spécial des charges et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Je suis / nous sommes de même conscient(s) du fait que les membres du personnel de l'agence Belge de développement sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : *"Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus"*.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de l'agence Belge de développement, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.

- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour l'agence Belge de développement.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" avec mention du nom et de la fonction:

.....

Lieu, date

6.4. Déclaration sur l'honneur (article 67. § 1^{er} de la loi du 17 juin 2016)

Déclaration sur l'honneur

Nous soussignées, Agissant en qualité (titre), Pour la société (nom et forme juridique), Déclarons sur l'honneur par la présente que notre société, soumissionnaire pour le marché CSC N°MOR 180601T-10081, ne se trouve pas dans l'un des situations suivantes :

- 1) N'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour :
 1. Participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal
 2. Corruption telle que définie à l'article 246 du code pénal
 3. Fraude au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002
 4. Blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme
- 2) N'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- 3) N'a pas fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- 4) N'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
- 5) N'a pas commis une faute grave en matière professionnelle ;
- 6) Est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 62 de l'A.R. du 15 juillet 2011 ;
- 7) Est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi, conformément aux dispositions de l'article 63 de l'A.R du 15 juillet 2011 ;
- 8) Ne s'est pas rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles concernant sa situation personnelle, sa capacité financière et technique.

En outre, nous nous engageons à respecter les normes définies dans les conventions de base de l'organisation internationale du travail (OIT) et en particulier :

1. L'interdiction du travail forcé (convention n°29 concernant le travail forcé ou obligatoire, 1930, et n°105 sur l'abolition du travail forcé, 1957) ;
2. Le droit à la liberté syndicale (convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948) ;
3. Le droit d'organisation et de négociation collective (convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949) ;

4. L'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (convention n°100 sur l'égalité de rémunération, 1951 et n° 111 concernant la discrimination (emplois et profession), 1958) ;
5. L'âge minimum fixé pour le travail des enfants (convention n° 138 sur l'âge minimum, 1973), ainsi que l'interdiction des pires formes du travail des enfants (convention n°182 sur les pires formes du travail des enfants (convention n°182 sur les pires formes du travail des enfants, 1999).

Le non-respect des conventions susmentionnées sera donc considéré comme faute grave en matière professionnelle au sens de l'article 61, § 2,4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011

En foi de quoi, nous avons établi la présente déclaration sur l'honneur que nous jurons sincère et exact pour faire valoir ce qu'est de droit.

Fait à, le

Signature(s) :

.....

Signature manuscrite originale/ nom du représentant du soumissionnaire

6.5. Fiche signalétique financière

FICHE SIGNALÉTIQUE FINANCIÈRE										
INTITULE (1)										
ADRESSE										
COMMUNE/VILLE		CODE POSTAL								
PAYS										
CONTACT										
TELEPHONE		TELEFAX								
E - MAIL										
BANQUE (2)										
NOM DE LA BANQUE										
ADRESSE (DE L'AGENCE)										
COMMUNE/VILLE		CODE POSTAL								
PAYS										
NUMERO DE COMPTE										
IBAN (3)										
NOM SIGNATAIRES	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 70%;">NOM PRENOM</th> <th style="width: 30%;">FONCTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="height: 20px;"></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 20px;"></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 20px;"></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		NOM PRENOM	FONCTION						
NOM PRENOM	FONCTION									
REMARQUES:										

CACHET de la BANQUE + SIGNATURE du REPRESENTANT DE LA BANQUE (les deux obligatoires)

DATE + SIGNATURE DU TITULAIRE DU COMPTE (Obligatoire)

(1) Le nom ou le titre sous lequel le compte a été ouvert et non le nom du mandataire.

(2) Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULÉ DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas

(3) Si le code IBAN (international bank account number) est d'application dans le pays où votre banque se situe.

6.6. Récapitulatif des documents à remettre

- Fiche d'identification correctement complétée et signée ;
- La déclaration d'intégrité dûment signée ;
- La déclaration sur l'honneur jointe attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés à l'article 67 de l'A.R du 15 juillet 2011 ;
- La fiche signalétique financière ;
- Un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) ;
- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales (attestation CNSS) ;
- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes (attestation fiscale) ;
- Un document attestant que le soumissionnaire n'est pas en situation de faillite ;
- Formulaire d'offre de prix complété et signé ;
- Liste des services similaires réalisés par le soumissionnaire (structure) au cours des 3 dernières années ainsi que les attestations de bonne exécution relatives aux services présentés ;
- Le CV des personnes proposées. Les personnes proposées sont celles qui seront affectées à l'exécution du présent marché ;
- Une attestation de l'entité soumissionnaire présentant toutes les expériences de travail qu'il a eues avec les experts qu'il propose dans son offre ;
- Pour chaque expert proposé, une liste des services exécutés en rapport avec les expériences visées. Le cas échéant, Enabel se réserve la possibilité d'exiger les attestations de bonne exécution relatives aux services repris dans cette liste ;
- Une note méthodologique détaillée de maximum 10 pages incluant les éléments relatifs aux sous-critères méthodologiques ;
- Le cas échéant, l'accord de groupement faisant apparaître le nom du chef de file.